

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

Code géographique : 72025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Giguère, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-06-03

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenu sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit avec réserves.

Fondement de l'opinion avec réserves

Je n'ai pu observer le dénombrement des stocks au 31 décembre 2015 car la municipalité n'a pas décompté ses stocks. Les documents comptables de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac relatifs à la gestion des inventaires ne me permettent donc pas de m'assurer des quantités de stocks détenues au 31 décembre 2015. Par conséquent, je n'ai pu déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires pour ce qui concerne les stocks, l'excédent accumulé, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie.

De plus, les normes comptables du secteur public obligent que l'état consolidé des résultats ainsi que l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats budgétés. Les résultats budgétés doivent être présentés selon la même présentation que les résultats réels de l'exercice. Bien que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac dispose de l'information budgétaire des organismes qui sont sous son contrôle, dont les états financiers sont consolidés à ceux de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac, la municipalité n'a pas

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

présenté de budget consolidé à l'état consolidé des résultats et à l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette). Par conséquent, mon audit des données budgétaires s'est limité aux montants budgétés pour la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac sans inclure les données budgétaires des organismes qui sont sous son contrôle à l'état consolidé des résultats ainsi qu'à l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette).

Opinion

À mon avis, à l'exception des incidences possibles des problèmes décrits dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserves, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Les états financiers consolidés de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été audités par un autre cabinet qui a exprimé sur ces états une opinion sans réserve en date du 1er juin 2015.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Saint-Paul-de-Joliette

1Par Mélanie Morel, CPA auditeur, CA

DATE 2016-06-03

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

N/A

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	6 385 413	6 546 990	6 561 130				6 561 130
2 Compensations tenant lieu de taxes	35 418	33 364	30 827				30 827
3 Quotes-parts						756 161	1 072
4 Transferts	340 149	247 343	289 661				282 339
5 Services rendus	363 936	326 445	401 760				248 272
6 Imposition de droits	542 256	386 250	404 588				404 588
7 Amendes et pénalités	378 585		279 730				279 730
8 Intérêts	84 168	60 250	127 492				127 492
9 Autres revenus	125 043		80 197			(827 632)	(747 435)
10	8 254 968	7 600 642	8 175 385			459 140	7 832 634
Investissement							
11 Taxes							
12 Quotes-parts							
13 Transferts			1 129 268				1 134 475
14 Autres revenus						5 207	
15 Contributions des promoteurs	1 062 806		295 529				1 895
16 Autres	155 945						297 424
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales							
17	1 218 751		1 424 797			7 102	1 431 899
18	9 473 719	7 600 642	9 600 182			466 242	9 264 533
Charges							
19 Administration générale	1 331 434	1 091 693	1 316 184		70 543	64 837	1 404 762
20 Sécurité publique	1 483 515	1 637 101	1 567 698		47 744	353 224	1 641 930
21 Transport	1 660 886	1 646 987	1 214 296		221 995	769 107	2 061 869
22 Hygiène du milieu	1 563 324	1 547 161	1 636 328		474 791	199 668	2 025 963
23 Santé et bien-être	58 512	51 144	51 183				51 183
24 Aménagement, urbanisme et développement	299 166	296 815	274 565		4 579		279 144
25 Loisirs et culture	743 903	762 561	1 063 422		89 021		1 152 443
26 Réseau d'électricité							
27 Frais de financement	193 362	179 847	191 106			215 546	406 652
28 Amortissement des immobilisations	857 231	801 741	908 673		908 673		
29	8 191 333	8 015 050	8 223 455			1 602 382	9 023 946
30	1 282 386	(414 408)	1 376 727			(1 136 140)	240 587
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 282 386	(414 408)	1 376 727	(1 136 140)	240 587
Moins: revenus d'investissement	2	(1 218 751)	()	(1 424 797)	(7 102)	(1 431 899)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	63 635	(414 408)	(48 070)	(1 143 242)	(1 191 312)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	857 231	801 741	908 673	175 001	1 083 674
Produit de cession	5	1 000				
(Gain) perte sur cession	6	1 150			949 178	949 178
Réduction de valeur / Reclassement	7					
Propriétés destinées à la revente	8	859 381	801 741	908 673	1 124 179	2 032 852
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			173 370		173 370
Remboursement de la dette à long terme	17	(398 642)	(569 986)	(483 982)	(867 364)	(1 351 346)
	18	(398 642)	(569 986)	(310 612)	(867 364)	(1 177 976)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(5 430)	()	(94 467)	(132 414)	(226 881)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	302 416	258 490	566 103	32 440	598 543
Excédent de fonctionnement affecté	21			28 632		28 632
Réserves financières et fonds réservés	22	(219 999)	(75 837)	(188 599)	130 911	(57 688)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	76 987	182 653	311 669	30 937	342 606
	26	537 726	414 408	909 730	287 752	1 197 482
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	601 361		861 660	(855 490)	6 170

∞ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Organismes contrôlés		
Revenus d'investissement	1	1 218 751		1 424 797		7 102	1 431 899
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(33 139)	(20 998)	(30 546)	(225)	(30 771)	
Sécurité publique	3	(90 386)	(32 704)	(22 115)	(131 664)	(153 779)	
Transport	4	(312 649)	(1 627 849)	(1 153 269)	(7 444)	(1 160 713)	
Hygiène du milieu	5	(1 011 174)	(221 504)	(504 317)	(2 262)	(506 579)	
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(4 535)	()	()	()	
Loisirs et culture	8	(394 227)	(2 025 171)	(712 426)	()	(712 426)	
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	
	10	(1 841 575)	(3 932 761)	(2 422 673)	(141 595)	(2 564 268)	
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	()	()	()	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	329 645	492 989	1 195 956		1 195 956	
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	5 430		94 467	132 414	226 881	
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	20 857	42 003				
Excédent de fonctionnement affecté	16	8 298	490 758				
Réserves financières et fonds réservés	17	258 594		140 880	2 079	142 959	
	18	293 179	532 761	235 347	134 493	369 840	
	19	(1 218 751)	(2 907 011)	(991 370)	(7 102)	(998 472)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(2 907 011)	433 427		433 427	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 282 386	(414 408)	1 376 727	(1 136 140)	240 587	
Variation des immobilisations							
Acquisition	2	(1 841 575)	3 932 761	(2 422 673)	(141 595)	(2 564 268)	
Produit de cession	3	1 000					
Amortissement	4	857 231	801 741	908 673	175 001	1 083 674	
(Gain) perte sur cession	5	1 150			949 178	949 178	
Réduction de valeur / Reclassement	6						
	7	(982 194)	(3 131 020)	(1 514 000)	982 584	(531 416)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8						
Variation des stocks de fournitures	9	2 895		(1 317)		(1 317)	
Variation des autres actifs non financiers	10	(31 351)		52 441	(4 677)	47 765	
	11	(28 456)		51 124	(4 677)	46 448	
	12	271 736	(3 545 428)	(86 149)	(158 233)	(244 381)	
Gains (pertes) de réévaluation nets	13						
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	271 736	(3 545 428)	(86 149)	(158 233)	(244 381)	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(2 765 573)		(2 067 181)	(1 448 112)	(3 515 293)	
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	426 656			430 309	430 309	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(2 338 917)		(2 067 181)	(1 017 803)	(3 084 984)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(2 067 181)		(2 153 330)	(1 176 036)	(3 329 365)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2014		2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
ACTIFS FINANCIERS					
1 Encaisse	1 543 045	1 930 249	211 039		2 141 288
2 Placements temporaires					
3 Débiteurs (note 5)	3 661 233	4 324 822	1 249 499		5 574 321
4 Prêts (note 6)					
5 Placements de portefeuille (note 7)			82 455		82 455
6 Participations dans des entreprises municipales					
7 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
8 Autres actifs financiers (note 9)					
9	5 204 278	6 255 071	1 542 993		7 798 064
PASSIFS					
10 Découvert bancaire					
11 Emprunts temporaires (note 10)			35 291		35 291
12 Crédeurs et charges à payer (note 11)	588 292	1 194 354	411 596		1 605 949
13 Revenus reportés (note 12)	5 330		7 951		7 951
14 Dette à long terme (note 13)	6 677 837	7 214 047	2 136 188		9 350 235
15 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)			128 003		128 003
16	7 271 459	8 408 401	2 719 029		11 127 429
17	(2 067 181)	(2 153 330)	(1 176 036)		(3 329 365)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)					
18	18 199 569	19 713 569	3 834 786		23 548 356
19 Immobilisations (note 15)					
20 Propriétés destinées à la revente (note 16)	94 884	96 201			96 201
21 Stocks de fournitures	98 329	45 888	8 921		54 809
22 Autres actifs non financiers (note 17)	18 392 782	19 855 658	3 843 707		23 699 366
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
23 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	864 365	886 024	(17 726)		868 300
24 Excédent de fonctionnement affecté	326 536	387 782			387 782
25 Réserves financières et fonds réservés	1 506 178	1 580 161	80 621		1 660 782
26 Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(50 389)	(173 370)	(110 591)		(283 961)
27 Financement des investissements en cours	(158 389)	382 406			382 406
28 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13 837 300	14 639 325	2 715 367		17 354 692
29 Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
30	16 325 601	17 702 328	2 667 671		20 370 001

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 282 386	1 376 727	(1 136 140)	240 587
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	857 231	908 673	175 001	1 083 674
Autres					
- Perte sur cession	3	1 150		949 178	949 178
- Autres	4			430 303	430 304
	5	2 140 767	2 285 400	418 342	2 703 743
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	503 272	(663 589)	505 807	(157 782)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(529 064)	606 062	254 271	860 333
Revenus reportés	9	(66 338)	(5 330)	4 226	(1 104)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			128 003	128 003
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	2 895	(1 317)		(1 317)
Autres actifs non financiers	13	(31 351)	52 441	(4 677)	47 764
	14	2 020 181	2 273 667	1 305 972	3 579 640
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	1 841 575 ) (	2 422 673 ) (	141 595 ) (	2 564 268)
Produit de cession	16	1 000			
	17	(1 840 575)	(2 422 673)	(141 595)	(2 564 268)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19			14 819	14 819
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23			14 819	14 819
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	495 867	1 369 326		1 369 326
Remboursement de la dette à long terme	25 (	826 623 ) (	840 127 ) (	1 094 928 ) (	1 935 055)
Variation nette des emprunts temporaires	26			3 598	3 598
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	701	7 011	2 118	9 129
Autres					
- Autres	28	(256)		6	6
-	29				
	30	(330 311)	536 210	(1 089 206)	(552 996)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(150 705)	387 204	89 990	477 195
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	1 687 440	1 543 045	121 049	1 664 093
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	1 536 735	1 930 249	211 039	2 141 288

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014 Administration municipale	Budget 2015 Administration municipale	Réalizations 2015 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1 419 375	1 497 252	1 339 012	1 631 591
Charges sociales	271 185	280 778	257 994	301 413
Biens et services	4 747 036	4 583 495	4 716 206	5 545 241
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	157 382	147 895	154 972	195 451
D'autres organismes municipaux				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	35 895	31 452	36 134	59 383
D'autres tiers				
Autres frais de financement	85	500	151 818	151 818
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	703 144	671 937	810 464	55 375
Autres				
Autres organismes				
Amortissement des immobilisations	857 231	801 741	908 673	1 083 674
Autres				
-				
-				
-				
16	8 191 333	8 015 050	8 223 455	9 023 946

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations	
		2015	2014
			Redressées note 20
Revenus			
Taxes	1	6 561 130	6 385 413
Compensations tenant lieu de taxes	2	30 827	35 418
Quotes-parts	3	1 072	
Transferts	4	1 706 475	630 626
Services rendus	5	603 230	536 155
Imposition de droits	6	404 588	542 256
Amendes et pénalités	7	279 730	378 585
Intérêts	8	127 492	84 176
Autres revenus	9	(450 011)	1 344 172
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	9 264 533	9 936 801
Charges			
Administration générale	12	1 404 762	1 422 860
Sécurité publique	13	1 641 930	1 529 053
Transport	14	2 061 869	2 311 222
Hygiène du milieu	15	2 025 963	1 917 278
Santé et bien-être	16	51 183	58 512
Aménagement, urbanisme et développement	17	279 144	304 154
Loisirs et culture	18	1 152 443	824 787
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	406 652	299 344
	21	9 023 946	8 667 210
Excédent (déficit) de l'exercice	22	240 587	1 269 591
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	19 699 104	18 088 077
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24	430 310	341 436
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	20 129 414	18 429 513
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	20 370 001	19 699 104

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations	
		2015	2014 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	240 587	1 269 591
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(2 564 268)	(1 855 496)
Produit de cession	3		1 000
Amortissement	4	1 083 674	1 058 049
(Gain) perte sur cession	5	949 178	1 150
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	(531 416)	(795 297)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(1 317)	2 895
Variation des autres actifs non financiers	10	47 765	(31 784)
	11	46 448	(28 889)
	12	(244 381)	445 405
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(244 381)	445 405
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(3 515 293)	(4 475 210)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	430 309	514 512
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(3 084 984)	(3 960 698)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(3 329 365)	(3 515 293)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	2 141 288	1 664 093
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	5 574 321	5 416 539
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5	82 455	97 274
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	7 798 064	7 177 906
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	35 291	31 693
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 605 949	745 616
Revenus reportés (note 12)	13	7 951	9 055
Dette à long terme (note 13)	14	9 350 235	9 906 835
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	128 003	
	16	11 127 429	10 693 199
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(3 329 365)	(3 515 293)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	23 548 356	23 016 940
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	96 201	94 884
Autres actifs non financiers (note 17)	21	54 809	102 573
	22	23 699 366	23 214 397
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	20 370 001	19 699 104

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	240 587	1 269 591
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 083 674	1 058 049
Autres			
- Perte sur cession d'immo	3	949 178	1 150
- Autres	4	430 304	(50 033)
	5	2 703 743	2 278 757
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(157 782)	742 796
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	860 333	(466 266)
Revenus reportés	9	(1 104)	(70 495)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	128 003	
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(1 317)	2 895
Autres actifs non financiers	13	47 764	(30 918)
	14	3 579 640	2 456 769
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 564 268)	(1 855 496)
Produit de cession	16		1 000
	17	(2 564 268)	(1 854 496)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	14 819	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		(7 497)
	23	14 819	(7 497)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	1 369 326	495 867
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 935 055)	(1 309 398)
Variation nette des emprunts temporaires	26	3 598	31 693
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	9 129	10 617
Autres			
- Ajustement	28	6	(258)
-	29		
	30	(552 996)	(771 479)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	477 195	(176 703)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	1 664 093	1 840 796
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	2 141 288	1 664 093

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est un organisme municipal constitué et régie en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes suivants:

Consolidation
ligne par ligne

Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes	27.72 %
Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes	15.29 %
Conseil Intermunicipal de Transport des Laurentides	1.65 %
Régie de Police du Lac des Deux-Montagnes	13.95 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage & équipement	10 ans
Autres	20 ans

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

- Avantages sociaux futurs
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés.

Dans le cadre de l'application de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, la municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 179 308	800 353
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	336 083	308 208
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	3 525 540	3 569 843
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	172 659	183 257
Organismes municipaux	8	1 160 005	1 112 124
Autres			
- Droits de mutation immobilière	9	104 000	124 225
- Comptes à recevoir	10	276 034	118 882
	11	5 574 321	5 416 539
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	2 071 954	2 659 812
Organismes municipaux	13	917 175	1 004 005
Autres tiers	14		
	15	2 989 129	3 663 817
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	82 455	97 274
	24	82 455	97 274
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 (128 003)	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 ()	()
	27 <u>(128 003)</u>	<u> </u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 151 224	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 57 111	61 024
Autres régimes (REER et autres)	31 1 986	1 800
Régimes de retraite des élus municipaux	32 12 464	11 762
	33 <u>222 785</u>	<u>74 586</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note**10. Emprunts temporaires****Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac**

La municipalité dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000\$ qui portent intérêts au taux préférentiel et qui sont renouvelables annuellement. Ces facilités de crédit ne sont pas utilisées au 31 décembre 2015.

Régie de police du Lac des Deux-Montagnes

La régie de police du Lac des Deux-Montagnes dispose d'une marge de crédit autorisé de 750 000 \$ au 31 décembre 2015, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 13.95%), au taux préférentiel. Cette marge de crédit n'est pas utilisée au 31 décembre 2015.

Conseil Intermunicipal de Transport des Laurentides

Le Conseil Intermunicipal de Transport des Laurentides dispose d'une marge de crédit autorisé de 4 250 000 \$ au 31 décembre 2015, (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 1.65%), au taux préférentiel, garanti par les comptes client et autres créances et renouvelable en septembre 2018. Au 31 décembre 2015, le solde de la marge de crédit est de 2 140 000\$ (la QP de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est de 1.65%).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	37	782 978	376 917
Salaires et avantages sociaux	38	316 135	76 290
Dépôts et retenues de garantie	39	341 314	36 846
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts courus sur la dette	43	122 782	50 768
- Organismes municipaux	44	42 740	145 028
- Gouvernement	45		59 767
-	46		
-	47		
	48	1 605 949	745 616

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50	5 842	1 786
Autres			
- CARRA	51		5 330
- Vente perçu d'avance	52	2 109	1 939
	53	7 951	9 055

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

					2015	2014
13. Dette à long terme						
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,10	3,18	2016	2035	54	9 364 346
Obligations et billets en monnaies étrangères					55	
Gains (pertes) de change reportés					56	
					57	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58	
Organismes municipaux					59	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60	
Autres					61	
					62	9 364 346
						9 930 075
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(14 111) (23 240)
					64	9 350 235
						9 906 835

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2015</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2016	65	73	1 373 795	81	90	98	1 373 795
2017	66	74	1 271 706	82	91	99	1 271 706
2018	67	75	1 060 351	83	92	100	1 060 351
2019	68	76	1 001 920	84	93	101	1 001 920
2020	69	77	841 204	85	94	102	841 204
2021 et +	70	78	3 815 370	86	95	103	3 815 370
	71	79	9 364 346	87	96	104	9 364 346
Intérêts et frais accessoires			88	()		105	()
	72	80	9 364 346	89	97	106	9 364 346

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(3 329 365)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	
	110	(3 329 365)
		(3 515 293)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	7 369 094	139	69 135	166		193	7 438 229
Eaux usées	112	17 464 750	140	425 208	167	1 405 900	194	16 484 058
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	3 571 455	141	1 124 233	168		195	4 695 688
Autres	114	2 233 363	142	83 921	169	(266 272)	196	2 583 556
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	3 016 336	144	35 586	171	6 300	198	3 045 622
Améliorations locatives	117	14 275	145	1 415	172		199	15 690
Véhicules	118	737 203	146	72 279	173	77 771	200	731 711
Ameublement et équipement de bureau	119	572 542	147	71 976	174	(1 107)	201	645 625
Machinerie, outillage et équipement divers	120	424 624	148	35 705	175	265 941	202	194 388
Terrains	121	118 151	149	4 000	176		203	122 151
Autres	122	96 124	150		177		204	96 124
	123	<u>35 617 917</u>	151	<u>1 923 458</u>	178	<u>1 488 533</u>	205	<u>36 052 842</u>
Immobilisations en cours	124	<u>104 438</u>	152	<u>640 810</u>	179	<u>(89 546)</u>	206	<u>834 794</u>
	125	<u>35 722 355</u>	153	<u>2 564 268</u>	180	<u>1 398 987</u>	207	<u>36 887 636</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	2 312 658	154	185 092	181		208	2 497 750
Eaux usées	127	4 853 224	155	406 862	182	453 864	209	4 806 222
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	2 271 187	156	180 490	183		210	2 451 677
Autres	129	1 180 239	157	88 178	184	(236 733)	211	1 505 150
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	910 110	159	78 610	186		213	988 720
Améliorations locatives	132	8 449	160	905	187		214	9 354
Véhicules	133	498 949	161	46 349	188		215	545 298
Ameublement et équipement de bureau	134	366 277	162	64 591	189	(1 107)	216	431 975
Machinerie, outillage et équipement divers	135	256 294	163	29 207	190	233 785	217	51 716
Autres	136	<u>48 028</u>	164	<u>3 390</u>	191		218	<u>51 418</u>
	137	<u>12 705 415</u>	165	<u>1 083 674</u>	192	<u>449 809</u>	219	<u>13 339 280</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>23 016 940</u>					220	<u>23 548 356</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	54 809	49 152
Frais reportés			
-	238		
- Équilibrage/maintien du rôle	239		53 421
	240	54 809	102 573

Note**18. Obligations contractuelles**

Contrats

La municipalité s'est engagée à payer au cours des prochains exercices, les sommes suivantes relatives aux contrats qu'elle a octroyés:

	2016	2017	2018	2019	2020
Matières résiduelles	357 712\$	357 712\$	357 712\$	357 712\$	

De plus, la quote-part de la Municipalité relativement aux engagements des organismes apparentés est la suivante:

	2016	2017	2018	2019	2020
Conseil intermunicipale de transport	371 747 \$	370 765 \$	370 061\$	370 061\$	370 061\$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Les soldes du 1er janvier de l'exercice 2014 ont été redressés afin de présenter les transactions suivantes :

- Annulation d'une dette, au montant de 426 912\$

État consolidé de la situation financière

Dette à long terme	426 912 \$
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	(426 912 \$)

Les soldes du 31 décembre de l'exercice 2014 ont été redressés afin de présenter les transactions suivantes :

- Décapitalisation d'une immobilisation en cours (Débarcadère scolaire) et correction du financement, au montant de 30 819\$

État consolidé de la situation financière

Immobilisations en cours	(30 819 \$)
Amortissement cumulé	30 819 \$
Excédent non affecté	19 929 \$
Fonds de roulement	(19 929 \$)

- Comptabilisation d'immobilisations (Contribution de promoteurs) au montant de 1 059 406\$ et comptabilisation de l'amortissement cumulé, au montant de 44 061\$

État consolidé de la situation financière

Immobilisations	1 059 406 \$
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	(1 015 345 \$)
Amortissement cumulé	(44 061 \$)

État consolidé des résultats

Revenus	(1 059 406 \$)
Dépenses	44 061 \$

21. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers consolidés qui comportent une comparaison avec un budget non consolidé bien qu'elle dispose des renseignements nécessaires pour établir un budget consolidé.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 2 141 288	1 664 093
Découvert bancaire	242 ()	()
Placements temporaires	243	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
-	253 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254 2 141 288	1 664 093
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	282	
Revenus sur les prêts aux entreprises	283	
Autres revenus	284	
	285	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	286	
Variation de la provision pour moins-value	287	
	288	
Intérêts sur la dette à long terme	289	
Autres charges	290	
	291	
Excédent (déficit) de l'exercice	292	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	293	
Placements de portefeuille	294	
Débiteurs	295	
Prêts aux entreprises	296	
Provision pour moins-value	297	() ()
	298	
	299	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	300	
Revenus reportés	301	
Dette à long terme	302	
	303	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304	
Excédent (déficit) non affecté	305	
	306	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307	
Supportant les engagements de prêts	308	
	309	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 868 300	887 017
Excédent de fonctionnement affecté	2 387 782	326 536
Réserves financières et fonds réservés	3 1 660 782	1 747 983
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (283 961 ) (	50 389)
Financement des investissements en cours	5 382 406	(158 389)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 17 354 692	16 946 346
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 20 370 001	19 699 104
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 886 024	864 365
Organismes contrôlés	10 (17 724)	22 652
	11 868 300	887 017
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Aqueduc	12 32 676	290
- Égout	13 155 106	126 246
- Disposition des boues	14 200 000	200 000
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 387 782	326 536
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 387 782	326 536
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Élection	27 25 000	
- Aug. future - coût transport	28	125 515
-	29	
-	30	
-	31	
	32 25 000	125 515
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 977 472	911 147
Fonds parcs et terrains de jeux	34 49 639	106 395
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35 86 357	47 195
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 522 314	557 731
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
-	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 1 635 782	1 622 468
	46 1 660 782	1 747 983

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 (110 591) ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
-	61 (110 591) ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 (173 370) ()	50 389)
	64 (283 961) ()	50 389)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 412 026	
Investissements à financer	66 (29 620) ()	158 389)
	67 382 406	(158 389)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 23 548 356	23 016 940
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 23 548 356	23 016 940
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 9 350 235	9 906 835
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 14 111	23 240
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (2 989 129) ()	3 859 986)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (173 370) ()	()
	79 6 201 847	6 070 089
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 (8 183)	505
	81 6 193 664	6 070 594
	82 17 354 692	16 946 346

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que, selon les conditions prévues par la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs);
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues par la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée).

Pour le service postérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18% ou 20% de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus par la Loi;
- Partage à 50/50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité;
- Partage à 50/50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité;
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10 % de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité).

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Application de la Loi aux régimes de la municipalité

La municipalité participe à 2 régimes de retraite qui sont visés par la Loi, dont un fait l'objet du processus de négociations dès février 2015 et un est admissible au report. Les incidences de ces modifications pour la municipalité aux résultats de 2015 sont résumées ci-après :

- Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs (a) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (f) : aucune;
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune;
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune.

- Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle (b) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (f) : aucune. Comme le transfert des obligations de la Ville à la Régie se fait en date du 20 septembre 2015, cet impact, s'il y a lieu, sera reflété dans les états financiers de la Ville;
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune. Comme le transfert des obligations de la Ville à la Régie se fait en date du 20 septembre 2015, cet impact, s'il y a lieu, sera reflété dans les états financiers de la Ville;
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune.

- Partage du déficit des participants retraités (c) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (f) : s. o.
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : s. o.
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune.

- Plafond du service courant (d) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (f) : aucune. Comme le transfert des obligations de la Ville à la Régie se fait en date du 20 septembre 2015, cet impact, s'il y a lieu, sera reflété dans les états financiers de la Ville;
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune. Comme le transfert des obligations de la Ville à la Régie se fait en date du 20 septembre 2015, cet impact, s'il y a lieu, sera reflété dans les états financiers de la Ville;
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : (4 240 \$).

- Partage du service courant (e) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (f) : aucune;
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune;
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : s. o.

- Partage du déficit lié au service postérieur (e) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (f) : aucune;
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune;
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : s. o.

- Cotisation au fonds de stabilisation (e) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (f) : aucune;
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune;
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : s. o.

- Grand total des incidences (f) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (f) : aucune;
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune;
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : (4 240 \$).

(a) Le coût des services passés représente l'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle. Tel que prévu à la Loi, si la valeur dépasse la part de déficit qui doit être assumée par les participants actifs, une réserve doit être maintenue pour l'excédent. La réserve, s'il y a lieu, est établie en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants actifs, ce qui correspond au seuil minimal

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

exigé par la Loi. L'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle affecte également le coût du service courant.

(b) Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur minimale entre la situation financière selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 et le meilleur estimé de la situation financière au 31 décembre 2014, obtenue par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées du 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014.

(c) Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015, puisque ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015.

(d) L'incidence du plafond du service courant est établie pour les régimes sans report en considérant la différence entre 1) le service courant prévu actuellement au régime, net de l'effet de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées et 2) le plafond établi selon les modalités de la Loi. Comme cette disposition ne prend effet qu'à la fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report, elle n'a pas d'incidence sur les coûts de 2015 dans le cas de ces régimes.

(e) Ces modalités n'ont pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, puisqu'elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur).

(f) Le total des incidences sur le coût des services passés devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 20 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

(g) Le total des pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 26 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 (151 224)	()
Cotisations versées par l'employeur	6 23 221	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(128 003)</u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 3 180 913	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (3 299 843)	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (118 930)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 (8 675)	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (127 605)	
Provision pour moins-value	13 (398)	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(128 003)</u>	<u> </u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 2 776 177	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (2 897 777)	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (121 600)	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 41 205	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 3 223 068	
	21 3 264 273	
Cotisations salariales des employés	22 (19 194)	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (3 096 363)	()
	24 148 716	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 398	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>149 114</u>	<u> </u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 54 131	
Rendement espéré des actifs	34 (52 021)	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 2 110	
Charge de l'exercice	36 <u>151 224</u>	<u> </u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 62 189	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (<u>52 021</u>)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 10 168	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 20 055	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9	44	
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	45	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	46	17
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,00 %	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,00 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 _____	
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>_____</u>)	(<u>_____</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>_____</u>)	(<u>_____</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite des employés municipaux est à cotisations déterminées. Le taux de cotisation des employés syndiqués est de 7.5% de la rémunération de base et le taux de cotisation de l'employeur est de 7.5%. Pour le personnel cadre, le taux de cotisation des employés est de 6% de la rémunération de base et le taux de cotisation de l'employeur est de 6.5% pour le personnel cadre ayant moins de 3 années d'ancienneté et de 7.5% pour le personnel ayant plus de 3 années d'ancienneté.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>57 111</u>	<u>61 024</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif du conseil intermunicipal de transport des Laurentides

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>1 986</u>	<u>1 800</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>24</u>	<u>24</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>3 659</u>	<u>3 460</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	12 464	11 762
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u>12 464</u>	<u>11 762</u>
100	<u>12 464</u>	<u>11 762</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	7 227 300
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	29 620
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 980 193
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	412 026
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	4 864 701
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	1 128 109
Endettement net à long terme	16	5 992 810
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	41 999
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	6 034 809
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	6 034 809
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2015	2015	2015	2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 656 491	4 650 507	4 501 303
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	4 656 491	4 650 507	4 501 303
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	245 019	241 046	236 382
Égout	11	219 030	221 505	218 913
Traitement des eaux usées	12	387 017	398 914	388 406
Matières résiduelles	13	591 635	596 455	590 507
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	24 000	24 302	26 737
Service de la dette	18	423 798	428 401	423 165
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 890 499	1 910 623	1 884 110
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 890 499	1 910 623	1 884 110
	26	6 546 990	6 561 130	6 385 413

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	8 822	8 326	8 709
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	24 542	22 501	26 709
	35	33 364	30 827	35 418
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	33 364	30 827	35 418
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	33 364	30 827	35 418

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		1 933	1 933
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	5 781	26 632	80 885
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		208 081	197 981
Transport adapté	61		23 822	20 054
Transport scolaire	62			
Autres	63		22 040	14 472
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	6 087	6 087	11 300
Réseau de distribution de l'eau potable	68	23 502	23 502	28 862
Traitement des eaux usées	69		28 896	48 594
Réseaux d'égout	70	13 830	13 830	6 770
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	174 528	45 428	41 572
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		1 479	
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	1 300	2 925	2 706
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	22 000	26 916	35 717
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	247 028	149 232	431 571
				488 913

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	1 129 268	1 129 268	
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		5 207	9 751
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	1 129 268	1 134 475	9 751

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	140 114	140 114	131 647
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	315	315	315
	138	315	140 429	131 962
TOTAL DES TRANSFERTS	139	247 343	1 418 929	630 626

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144		11 334	
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148		11 334	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150	4 537	4 537	
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	4 537	4 537	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	107 493	91 811	119 988
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	1 300	4 359	4 149
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	108 793	96 170	124 137
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	108 793	100 707	112 041
				124 137

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	23 050	26 060	24 642
Sécurité publique	183	8 000	23 248	3 010
Transport				
Réseau routier	184	5 200	2 919	5 026
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		210 904	210 113
Transport adapté	186		12 510	10 718
Transport scolaire	187			
Autres	188		13 524	11 617
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	52 402	85 095	8 989
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	129 000	163 731	137 903
Réseau d'électricité	194			
	195	217 652	301 053	412 018
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	326 445	401 760	536 155
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	50 250	31 935	40 055
Droits de mutation immobilière	198	331 000	333 491	478 157
Droits sur les carrières et sablières	199	5 000	39 162	12 045
Autres	200			11 999
	201	386 250	404 588	542 256
AMENDES ET PÉNALITÉS	202		279 730	378 585
INTÉRÊTS	203	60 250	127 492	84 176
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(949 178)	(1 150)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			1 062 806
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		79 984	155 945
Autres contributions	210		17 200	
Autres	211		278 542	126 571
	212		375 726	1 344 172

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale						Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalisations	Réalisations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2015	2014	
Non audité								
ADMINISTRATION GÉNÉRALE								
Conseil	1	150 937	144 065		144 065	144 065	135 903	
Application de la loi	2		172 620		172 620	172 620	279 666	
Gestion financière et administrative	3	437 657	448 620		448 620	466 655	431 972	
Greffé	4	11 500	359		359	359	19 499	
Évaluation	5	185 065	200 808		200 808	200 808	183 850	
Gestion du personnel	6	20 450	31 284		31 284	31 284	39 354	
Autres	7	286 084	318 428	70 543	388 971	388 971	332 616	
	8	1 091 693	1 316 184	70 543	1 386 727	1 404 762	1 422 860	
	9	1 399 773	1 300 766		1 300 766	1 327 254	1 292 526	
Police	10	193 249	225 555	47 744	273 299	273 299	222 687	
Sécurité incendie	11	31 249	29 636		29 636	29 636	13 840	
Sécurité civile	12	12 830	11 741		11 741	11 741		
Autres	13	1 637 101	1 567 698	47 744	1 615 442	1 641 930	1 529 053	
SÉCURITÉ PUBLIQUE								
TRANSPORT								
Réseau routier								
Voirie municipale	14	771 287	479 422	204 534	683 956	683 956	955 701	
Enlèvement de la neige	15	340 270	332 271		332 271	332 271	321 362	
Éclairage des rues	16	55 550	46 480	16 414	62 894	62 894	63 772	
Circulation et stationnement	17	17 500	13 588	250	13 838	13 838	17 577	
Transport collectif								
Transport en commun	18	462 380	342 535	797	343 332	968 910	952 810	
Transport aérien	19							
Transport par eau	20							
Autres	21							
	22	1 646 987	1 214 296	221 995	1 436 291	2 061 869	2 311 222	

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
Non audité						
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	182 472	154 292	4 292	158 584	186 425
Réseau de distribution de l'eau potable	24	119 313	151 878	192 662	344 540	296 318
Traitement des eaux usées	25	314 772	310 803		310 803	306 686
Réseaux d'égout	26	226 643	191 986	266 388	458 374	436 530
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	122 995	129 146		129 146	243 968
Élimination	28	152 750	117 549		117 549	166 627
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	107 141	99 487	10 948	110 435	180 505
Tri et conditionnement	30	14 500	14 388		14 388	
Matières organiques						
Collecte et transport	31	145 025	312 198		312 198	17 908
Traitement	32	35 000	47 244		47 244	10 884
Matériaux secs	33	36 285	43 000	501	43 501	
Autres	34					
Plan de gestion	35	9 620	4 183		4 183	5 038
Autres	36					
Cours d'eau	37	36 412	12 144		12 144	48 166
Protection de l'environnement	38	44 233	48 030		48 030	18 223
Autres	39					
	40	1 547 161	1 636 328	474 791	2 111 119	1 917 278
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	51 144	51 183		51 183	58 512
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	51 144	51 183		51 183	58 512
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	274 513	251 458	4 579	256 037	283 903
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	17 852	17 943		17 943	16 311
Tourisme	49	4 450	5 164		5 164	3 940
Autres	50					
Autres	51					
	52	296 815	274 565	4 579	279 144	304 154

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2015	2014
Non audité				Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	69 259	52 050	52 050	52 050	61 490
Patinoires intérieures et extérieures	54	72 405	73 770	2 636	76 406	80 577
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	321 867	315 124	315 124	315 124	290 414
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	142 180	163 393	85 059	248 452	211 952
	60	605 711	604 337	87 695	692 032	644 433
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	150 639	147 057	1 326	148 383	144 172
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	6 211	4 415	4 415	4 415	5 363
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65		307 613	307 613	307 613	30 819
	66	156 850	459 085	1 326	460 411	180 354
	67	762 561	1 063 422	89 021	1 152 443	824 787
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	179 347	191 106		191 106	295 379
Autres frais	70					3 606
Autres frais de financement	71					
Avantages sociaux futurs	72	500			151 224	359
Autres	73	179 847	191 106		594	299 344
					406 652	
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	801 741	908 673	(908 673)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Saint-Paul-de-Joliette

1Par Mélanie Morel, CPA auditeur, CA

DATE 2016-06-03

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	6 561 130
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	6 561 130

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	6 561 130
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>6 561 130</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires			5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM			6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		148 594	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		24 302	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation			9	<u> </u>
			10	<u>172 896</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>6 388 234</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>747 654 300</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>756 298 800</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>751 976 550</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>6 388 234</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>751 976 550</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	| | | , | 8 | 4 | 9 | 5 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	69 135	69 135	218 916
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			8 298
Conduites d'égout	4	425 209	425 209	752 518
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	1 580 605	1 124 233	284 879
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	121 863	84 971	342 673
Autres infrastructures	11			1 572
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		44 627	27 291
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 690 404	618 413	71 484
Améliorations locatives	15		1 415	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	41 995	17 586	84 512
Ameublement et équipement de bureau	18	238 437	31 923	31 160
Machinerie, outillage et équipement divers	19	259 457	2 576	31 605
Terrains	20		4 000	
Autres	21			588
	22	3 932 761	2 422 673	1 855 496

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		69 135	218 916
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			8 298
Conduites d'égout	26		425 209	752 518
Autres infrastructures	27		1 209 204	629 124
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		719 125	246 640
	34		2 422 673	1 855 496

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	9 930 075	1 369 326	1 935 055	9 364 346
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	9 930 075	1 369 326	1 935 055	9 364 346
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	359 047			359 047
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	2 555 948		553 553	2 002 395
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	3 351 263	1 369 326	706 814	4 013 775
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	6 266 258	1 369 326	1 260 367	6 375 217
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 659 812		587 858	2 071 954
Organismes municipaux	17	1 004 005		86 830	917 175
Autres tiers	18				
	19	3 663 817		674 688	2 989 129
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	3 663 817		674 688	2 989 129
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 663 817		674 688	2 989 129
	26	9 930 075	1 369 326	1 935 055	9 364 346
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	9 930 075	1 369 326	1 935 055	9 364 346

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	17 354	17 354	15 110
Sécurité publique				
Police	4		326 736	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	1 009	1 009	922
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	332 036	143 529	274 694
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	284 827	284 824	372 380
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13	1 412	1 412	1 400
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	19 657	19 657	22 996
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	15 642	15 943	15 642
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	671 937	810 464	703 144

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale					
Cadres et contremaîtres	1 5,00	40,00	403 697	76 764	480 461
Professionnels	2				
Cols blancs	3 11,00	34,00	372 165	77 480	449 645
Cols bleus	4 10,00	39,00	349 901	67 117	417 018
Policiers	5				
Pompiers	6 19,00	3,00	113 577	13 751	127 328
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7				
Élus	8 45,00		1 239 340	235 112	1 474 452
	9 7,00		99 672	22 882	122 554
	10 52,00		1 339 012	257 994	1 597 006

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Gouvernement du Québec			MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement	Gouvernement du Canada		
Transport en commun	11	500			500
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	6 087			6 087
Réseau de distribution de l'eau potable	13	23 502			23 502
Traitement des eaux usées	14		13 830		13 830
Réseaux d'égout	15		1 077 320	78 581	1 375 010
Autres	16	219 109			219 109
	17	219 609	1 120 739	78 581	1 418 929

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo-bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être										
Logement social	157	51 183	172	187	51 183	202	217	232	51 183	232
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218	233		233
Autres	159		174	189		204	219	234		234
	160	51 183	175	190	51 183	205	220	235	51 183	235
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	251 458	176	4 579	256 037	206	221	236	256 037	236
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222	237		237
Promotion et développement économique	163	23 107	178	193	23 107	208	223	238	23 107	238
Autres	164		179	194		209	224	239		239
	165	274 565	180	4 579	279 144	210	225	240	279 144	240
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	604 337	181	87 695	692 032	211	162 496	226	529 536	241
Activités culturelles	167	147 057	182	1 326	148 383	212	1 234	227	147 149	242
Bibliothèques	168	312 028	183	198	312 028	213	228	243	312 028	243
Autres	169	1 063 422	184	89 021	1 152 443	214	163 730	229	988 713	244
	170		185	200		215	230	245		245
Réseau d'électricité										
	171	7 123 676	186	908 673	8 032 349	216	401 760	231	7 630 589	246
										191 106

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	2 422 673	1 841 575
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	2 422 673	1 841 575

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	864 365	1 191 243
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(159 020)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	705 345	1 191 243
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	861 660	601 361
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(566 103)	(302 416)
Activités d'investissement	6		(20 857)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(89 878)	(104 966)
Réserves financières et fonds réservés	8	(25 000)	(500 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	180 679	(326 878)
Solde à la fin de l'exercice	12	886 024	864 365
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	326 536	79 868
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		150 000
Solde redressé au début de l'exercice	15	326 536	229 868
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(28 632)	
Activités d'investissement	17		(8 298)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	89 878	104 966
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	61 246	96 668
Solde à la fin de l'exercice	22	387 782	326 536
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 506 178	1 111 586
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	632	(66 813)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 506 810	1 044 773
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	188 599	219 999
Activités d'investissement	27	(140 880)	(258 594)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	25 000	500 000
Financement des investissements en cours	29	632	
	30	73 351	461 405
Solde à la fin de l'exercice	31	1 580 161	1 506 178

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015		2014	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	(50 389 )	(	133 424)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	50 389		133 424
Solde redressé au début de l'exercice	34	()	()
Augmentation de l'exercice				
Avantages sociaux futurs				
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés				
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement				
Frais d'assainissement des sites contaminés	39	()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40	()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ				
Utilisation du fonds général	41	()	()
Utilisation du fonds de roulement	42	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	()	()
Autres	44	()	()
	45	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	()	()
Autre financement	47	173 370 )	(	50 389)
	48	173 370 )	(	50 389)
Diminution de l'exercice				
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement				
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49			
	50			
	51			
Solde à la fin de l'exercice	52	(173 370 )	(	50 389)
Financement des investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	53	(158 389)		(158 389)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	108 000		
Solde redressé au début de l'exercice	55	(50 389)		(158 389)
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				
	56	433 427		
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté				
Excédent de fonctionnement affecté	57			
Réserves financières et fonds réservés	58			
	59	(632)		
	60	432 795		
Solde à la fin de l'exercice	61	382 406		(158 389)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	62	13 837 300		12 527 947
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63			
Solde redressé au début de l'exercice	64	13 837 300		12 527 947
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement				
Excédent de fonctionnement affecté	65			
	66			
Variation résiduelle de l'exercice	67	802 025		1 309 353
Solde à la fin de l'exercice	68	14 639 325		13 837 300

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 400 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	<u>1 400 000</u>
	5	
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 400 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	1	2	3	4	5	6	7
	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements de fonctionnement	Activités d'in- vestissement	Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
Montant non réservé	442 234	2	632	5	(826)	6	442 040
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	(13)	14
	15	442 234	16	17	18	632 19 (826)	20
							21
							442 040

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 | □ 9 | □ 9 | □ 2 | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 | □ 4 | □ 0 | □ 4 | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 0 , □ 9 | □ 0 | □ 1 | □ 2 | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 0 , □ 9 | □ 0 | □ 1 | □ 2 | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 5 | □ 9 | □ 9 | □ 2 | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Eau	1	1 | 0 | 5	, | 0 | 0 \$
Égout	2	| 9 | 0	, | 0 | 0 \$
Eau et égout	3	| | |	, | | | \$
Traitement des eaux usées	4	1 | 9 | 2	, | 4 | 5 \$
Matières résiduelles	5	2 | 0 | 5	, | 0 | 0 \$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règlement 7-2003	55,0000	7	par unité d'évaluation
Règlement 16-93 (26%)	34,5164	7	par unité d'évaluation
Règlement 16-93 (74%)	220,2326	7	par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (26%)	6,6107	7	par unité d'évaluation
Règlement 1-99 (74%)	40,1728	7	par unité d'évaluation
Règlement 11-2002	165,3535	7	par unité d'évaluation
Règlement 13-2003	2,5755	3	
Règlement 12-2004	3,5492	3	
Règlement 20-2006 eau potable	374,9900	7	par unité d'évaluation
Règlement 20-2006 égout	308,5500	7	par unité d'évaluation
Égout 48e avenue	680,0000	7	par unité d'évaluation

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	256 758 \$	_____
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1110 CHEMIN PRINCIPAL
(no) (rue)
 ST-JOSEPH-DU-LAC
(Municipalité) J0N 1E0
(Code postal)

Téléphone (450) 623-1072
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 623-2889
(ind. rég.) (numéro)

Courriel cladouceur@sjdl.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom STÉPHANE GIGUÈRE

Téléphone (450) 623-1072
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 623-2889
(ind. rég.) (numéro)

Courriel sgiguere@sjdl.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom DCA, COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ, INC.

Titre COMPTABLE PROFESSIONNEL AGRÉÉ

Adresse 611 BOUL. DE L'INDUSTRIE
(no) (rue)
 ST-PAUL
(Municipalité) J0K 3E0
(Code postal)

Téléphone (450) 756-1851
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 756-0226
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mmorel@dca-sf.ca

Responsable du dossier MÉLANIE MOREL, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) _____
(Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Stéphane Giguère , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-06-06 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Joseph-du-Lac .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Joseph-du-Lac consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Joseph-du-Lac détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 240 587 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,8495 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-06-20 15:59:58

Date de transmission au Ministère : 2016/06/21

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	8 254 968	7 600 642	8 175 385	459 140	7 832 634
Investissement	2	1 218 751		1 424 797	7 102	1 431 899
	3	9 473 719	7 600 642	9 600 182	466 242	9 264 533
Charges	4	8 191 333	8 015 050	8 223 455	1 602 382	9 023 946
Excédent (déficit) de l'exercice	5	1 282 386	(414 408)	1 376 727	(1 136 140)	240 587
Moins : revenus d'investissement	6	(1 218 751)	()	(1 424 797)	(7 102)	(1 431 899)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	63 635	(414 408)	(48 070)	(1 143 242)	(1 191 312)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	857 231	801 741	908 673	175 001	1 083 674
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			173 370		173 370
Remboursement de la dette à long terme	10	(398 642)	(569 986)	(483 982)	(867 364)	(1 351 346)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(5 430)	()	(94 467)	(132 414)	(226 881)
Excédent (déficit) accumulé	12	82 417	182 653	406 136	163 351	569 487
Autres éléments de conciliation	13	2 150			949 178	949 178
	14	537 726	414 408	909 730	287 752	1 197 482
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	601 361		861 660	(855 490)	6 170

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.
Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
				Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	3 661 233	4 324 822	5 574 321
Autres	2	1 543 045	1 930 249	2 223 743
	3	5 204 278	6 255 071	7 798 064
Passifs				
Dette à long terme	4	6 677 837	7 214 047	9 350 235
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			128 003
Autres	6	593 622	1 194 354	1 649 191
	7	7 271 459	8 408 401	11 127 429
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(2 067 181)	(2 153 330)	(3 329 365)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	18 199 569	19 713 569	23 548 356
Autres	10	193 213	142 089	151 010
	11	18 392 782	19 855 658	23 699 366
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	864 365	886 024	868 300
Excédent de fonctionnement affecté	13	326 536	387 782	387 782
Réserves financières et fonds réservés	14	1 506 178	1 580 161	1 660 782
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	50 389 ) (	173 370 ) (	283 961) (
Financement des investissements en cours	16	(158 389)	382 406	382 406
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	13 837 300	14 639 325	17 354 692
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	16 325 601	17 702 328	20 370 001
				19 699 104

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Aqueduc	20	32 676	290
- Égout	21	155 106	126 246
- Disposition des boues	22	200 000	200 000
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
	29	387 782	326 536
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30		
	31	387 782	326 536
Réserves financières			
Fonds réservés	32	25 000	125 515
	33	1 635 782	1 622 468
	34	2 048 564	2 074 519

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
Fonctionnement						
Taxes	1	6 385 413	6 546 990	6 561 130	6 561 130	
Compensations tenant lieu de taxes	2	35 418	33 364	30 827	30 827	
Quotes-parts	3				1 072	
Transferts	4	340 149	247 343	289 661	572 000	
Services rendus	5	363 936	326 445	401 760	603 230	
Autres	6	1 130 052	446 500	892 007	64 375	
	7	8 254 968	7 600 642	8 175 385	7 832 634	
Investissement						
Taxes	8					
Quotes-parts	9					
Transferts	10			1 129 268	1 134 475	
Autres	11	1 218 751		295 529	297 424	
	12	1 218 751		1 424 797	1 431 899	
	13	9 473 719	7 600 642	9 600 182	9 264 533	

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2015	2014
Administration générale						
1 Évaluation	185 065	200 808		200 808	200 808	183 850
2 Autres	906 628	1 115 376	70 543	1 185 919	1 203 954	1 239 010
Sécurité publique						
3 Police	1 399 773	1 300 766		1 300 766	1 327 254	1 292 526
4 Sécurité incendie	193 249	225 555	47 744	273 299	273 299	222 687
5 Autres	44 079	41 377		41 377	41 377	13 840
Transport						
6 Réseau routier	1 184 607	871 761	221 198	1 092 959	1 092 959	1 358 412
7 Transport collectif	462 380	342 535	797	343 332	968 910	952 810
8 Autres						
Hygiène du milieu						
9 Eau et égout	843 200	808 959	463 342	1 272 301	1 187 145	1 225 959
10 Matières résiduelles	623 316	767 195	11 449	778 644	778 644	624 930
11 Autres	80 645	60 174		60 174	60 174	66 389
12 Santé et bien-être	51 144	51 183		51 183	51 183	58 512
Aménagement, urbanisme et développement						
13 Aménagement, urbanisme et zonage	274 513	251 458	4 579	256 037	256 037	283 903
Promotion et développement économique						
14 Promotion et développement économique	22 302	23 107		23 107	23 107	20 251
15 Autres						
16 Loisirs et culture	762 561	1 063 422	89 021	1 152 443	1 152 443	824 787
17 Réseau d'électricité						
18 Frais de financement	179 847	191 106		191 106	406 652	299 344
19 Amortissement des immobilisations	801 741	908 673 (	908 673)			
20	8 015 050	8 223 455		8 223 455	9 023 946	8 667 210

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3